L’édito de l’Émancipation syndicale et pédagogique n°2, octobre 2019

Il y a moins d’une semaine, la paisible “Marche climat” a subi à son tour (après les jeunes des quartiers populaires, les milieux militants, les gilets jaunes) une répression décidée en haut lieu. L’extrait du communiqué d’une association organisatrice (Greenpeace), ci-dessous, est révélateur non seulement des méthodes policières sous le macronisme au pouvoir, mais aussi de leur objectif politique :

“ […] *les forces de l’ordre ont repoussé subitement le black bloc vers le cortège de la Marche Climat créant un mouvement de foule de plusieurs centaines de personnes marchant en sens inverse. En même temps, plusieurs grenades lacrymogènes projetées par la police sont arrivées au niveau de la tête du cortège déclaré. Un nuage de gaz lacrymogènes s’est emparé de la tête de cortège, aveuglant plusieurs centaines de personnes.*
Plusieurs dizaines de milliers de manifestants ont été obligées de rebrousser chemin pendant 45 minutes, jusqu’au point de départ (place Edmond Rostand) où le cortège a été nassé plusieurs minutes alors que les jets de lacrymo continuaient. Finalement au bout d’une heure d’incertitude le cortège a pu repartir.
Nous sommes abasourdis de la décision du gouvernement de mettre en danger les dizaines de milliers de participants d’une manifestation déclarée et autorisée en préfecture. C’est le signe d’une menace toujours croissante sur nos libertés fondamentales et de la volonté pour le gouvernement de casser le mouvement social en essayant de semer la peur parmi les opposants à sa politique”.

En effet, en s’attaquant à une mobilisation écologiste – en théorie relativement inoffensive pour lui – que jusqu’à maintenant il évitait de combattre ouvertement, le gouvernement adresse en fait un avertissement à toutes les organisations du mouvement social. En substance : soit vous êtes des interlocuteurs compréhensifs et participez à l’enfumage du pouvoir à coups de “débats citoyens” et “réunions de concertation”… soit vous vous opposez et vous subirez la répression policière et judiciaire. C’est la réponse de Macron à la menace du rejet qui monte et qui va s’accroitre, avec sa nouvelle vague d’offensives réactionnaires : contre les migrant•es (et en particulier les mineur•es isolé•es), les chômeur•euses et bien entendu contre les retraites (code des pensions et régimes particuliers).

La grève massive à la RATP est une semonce claire pour le pouvoir, et un signal pour le mouvement syndical. D’autant plus qu’elle n’est pas isolée. Partout se pose les mêmes questions (aux Finances, dans la Santé, dans l’Éducation, etc.) : celle de la grève pour stopper cette politique ; celle du contrôle de la mobilisation par les personnels, de l’auto-organisation de la lutte.

Faire face aux attaques de Macron, ainsi qu’au démantèlement des libertés et à la répression qui prétendent les imposer, nécessite une réponse unitaire sur le terrain du projet de société, lui-même alimenté par la mobilisation de masse : plus que jamais, la lutte de classe sous toutes ses formes reste le moteur de l’histoire (et de l’évolution politique et sociale). Mais pour cela il faut en finir avec les “journées d’action” dans la division (le 21 septembre FO, le 24 la CGT et Solidaires… et la FSU qui compte les points). Et aussi avec le “dialogue social” et la tentation de négocier des miettes chacun dans son secteur. La perspective est donc d’exiger clairement, maintenant, le retrait de tout système de retraites à points, et de créer les conditions d’une lutte d’ensemble public-privé pour l’obtenir. La question d’une grève illimitée dans la RATP à partir du 5 décembre est en discussion. Cette discussion déborde déjà sur d’autres secteurs : elle est l’affaire de tout le syndicalisme, qui peut en faire une échéance interprofessionnelle centrale.

Quentin Dauphiné,

28/09/2019